

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Astreintes

Conditions d'exercice et modalités de paiement et de compensation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La délibération relative aux astreintes réalisées par les agents municipaux doit être modifiée afin de permettre au sein de la collectivité la mise en œuvre des dispositions du décret du 17 avril 2015, les modalités devant préalablement être soumises au Comité technique.

Les indemnités ou les compensations des astreintes et des interventions ne peuvent être accordées aux agents qui bénéficient d'une concession de logement par nécessité absolue de service ou d'une NBI au titre de l'occupation de l'un des emplois fonctionnels administratifs de direction mentionnés par le décret n° 2001-1274 du 27 décembre 2001 et le décret n° 2001-1367 du 28 décembre 2001.

INDEMNITE D'ASTREINTE

Le décret du 17 avril 2014 dissocie l'astreinte d'exploitation et de sécurité qui existait préalablement en deux catégories distinctes : l'astreinte d'exploitation et l'astreinte de sécurité. La catégorie d'astreinte de décision est maintenue.

Le décret du 17 avril 2014 donne la définition suivante des trois types d'astreintes :

L'astreinte d'exploitation, correspond à la situation des agents tenus, pour les nécessités du service, de demeurer soit à leur domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir.

L'astreinte de sécurité correspond à la situation des agents appelés à participer à un plan d'intervention dans le cas d'un besoin de renforcement en moyens humains faisant suite à un événement soudain ou imprévu (situation de pré-crise ou de crise).

L'astreinte de décision correspond à la situation des personnels d'encadrement pouvant être joints directement par l'autorité territoriale, en dehors des heures d'activité normale du service, afin d'arrêter les dispositions nécessaires.

Toutes les astreintes d'exploitation et de sécurité existantes sont classées dans la catégorie des astreintes d'exploitation.

Un agent placé pour une période donnée en astreinte de décision ne peut prétendre à aucun moment aux autres types d'astreintes (en particulier à l'astreinte de sécurité).

En outre, elle ne peut donner lieu au versement d'indemnités d'intervention.

La rémunération ou la compensation en temps des astreintes ne sont pas cumulables avec l'indemnité ou la compensation des permanences (au titre d'une même période).

Les modalités d'indemnisation des astreintes diffèrent selon la filière de l'agent.

Toutes filières (hors filière technique)

Pour toutes les filières hors filière technique, les montants de l'indemnité d'astreinte et à défaut, les compensations en temps, en vigueur restent inchangés.

Période d'astreinte	Montant de l'astreinte	Compensation en jour
Semaine complète	121.00 €	1,5
Week-end (du vendredi soir au lundi matin)	76.00 €	1
Du lundi matin au vendredi soir	45.00 €	0,5
Un jour de week-end ou férié	18.00 €	0,5
Une nuit de week-end ou férié	18.00 €	0,5
Une nuit de semaine	10.00 €	2 heures

La rémunération et la compensation en temps des astreintes sont exclusives l'une de l'autre.

Filière technique

Pour la filière technique, le nouveau dispositif permet la différenciation de l'astreinte d'exploitation et de l'astreinte de sécurité et fixe les nouveaux montants des indemnités d'astreintes.

Catégorie d'astreinte	Avant le 17.04.2015		A partir du 17.04.2015		
	Astreinte d'exploitation et de sécurité	Astreinte de décision	Astreinte d'exploitation	Astreinte de sécurité	Astreinte de décision
Période d'astreinte					
Semaine complète	149.48 €	74.74 €	159.20 €	149.48 €	121.00 €
Week-end (du vendredi soir au lundi matin)	109.28 €	54.64 €	116.20 €	109.28 €	76.00 €
Nuit entre le lundi et le samedi inférieure à 10 heures	8.08 €	4.04 €	8.60 €	8.08 €	10.00 €
Nuit entre le lundi et le samedi supérieure à 10 heures	10.05 €	5.03 €	10.75 €	10.05 €	
Samedi ou journée de récupération	34.85 €	17.43 €	37.40 €	34.85 €	25.00 €
Dimanche ou jour férié	43.38 €	21.69 €	46.55 €	43.38 €	34.85 €

La majoration de 50 % lorsque l'agent est prévenu de sa mise en astreinte pour une période donnée moins de 15 jours francs avant le début de la période est toujours en vigueur.

L'indemnité d'astreinte rémunère la contrainte liée à la possibilité d'être mobilisé mais ne concerne pas l'éventuelle intervention pendant la période d'astreinte qui peut donner lieu elle-même à une indemnité ou à une compensation.

INDEMNITE D'INTERVENTION ET REPOS COMPENSATEUR

L'intervention correspond à un travail effectif (y compris la durée du déplacement aller et retour sur le lieu de travail) accompli par un agent pendant une période d'astreinte.

Toutes filières (hors filière technique)

Pour les filières hors filière technique les montants de l'indemnité d'intervention et à défaut, les compensations en majoration horaire, en vigueur restent inchangés.

Période d'intervention	Indemnité Horaire	Compensation heures majorées de
Nuit (entre 22 heures et 7 heures)	22 €	25%
Samedi (entre 7 heures et 22 heures)	11 €	10%
Dimanche et jour férié	22 €	25%
Entre 18 heures et 22 heures	11 €	10%

La rémunération et la compensation en temps des interventions sont exclusives l'une de l'autre.

Filière technique

Le décret du 14 avril 2015 prévoit également les modalités de compensation ou de rémunération des interventions effectuées sous astreintes.

- Agents non éligibles aux IHTS

Le nouveau dispositif créé une indemnité d'intervention pendant les périodes d'astreinte pour les agents qui ne sont pas éligibles aux IHTS (Ingénieur territoriaux).

Période d'intervention	Indemnité Horaire
Nuit	22 €
Samedi	22 €
Dimanche et jour férié	22 €
Jour de semaine	16 €

Le décret redéfinit également comme suit la durée du repos compensateur en cas d'intervention à l'occasion d'une période d'astreinte pour les agents non éligibles aux IHTS et qui ne relèvent pas d'un régime de décompte horaire des heures supplémentaires.

Période d'intervention	Compensation heures majorées de
Samedi	25%
Repos imposé par l'organisation collective du travail	25%
Nuit	50%
Dimanche et jour férié	100%

La rémunération et la compensation en temps des interventions sont exclusives l'une de l'autre.

- Agents éligibles aux IHTS

Pour les agents éligibles aux IHTS qui sont amenés, dans le cadre des astreintes, à dépasser leurs obligations normales de service définies dans leur cycle de travail, les interventions peuvent donner lieu au versement

d'IHTS ou être compensées par une durée d'absence équivalente au nombre d'heures d'intervention majorées selon les taux applicables aux IHTS (100% lorsque l'intervention est effectuée de nuit et de 2/3 lorsqu'elle est effectuée un dimanche ou un jour férié).

La rémunération et la compensation en temps des astreintes sont exclusives l'une de l'autre : l'autorité territoriale peut choisir l'une ou l'autre de ces modalités.

Il est précisé que l'ensemble des astreintes existantes restent en vigueur, étant précisé comme indéqué plus haut que l'ensemble des astreintes d'exploitation et de sécurité sont classées dans la catégorie d'astreintes d'exploitation.

Il est proposé, en conséquence, au Conseil Municipal :

- D'approuver les nouvelles conditions d'exercice et modalités de paiement et de compensation des astreintes, applicables à la date de parution du décret correspondant ;
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget de la Ville.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015